

☞ *Les Deux patries*

Essai historique sur l'idée de patrie en France, par Jean de Viguerie

Peu d'historiens contemporains se sont attachés à étudier le concept de patrie. La seule étude globale publiée depuis 1945 est consacrée à l'histoire du patriotisme en France des origines à nos jours. Elle date de 1968 ³⁷. L'ouvrage de Jean de Viguerie vient donc s'inscrire dans un paysage particulièrement dégagé, et ce fait pourrait presque à lui seul justifier qu'on lui accorde quelque intérêt. L'auteur lui-même n'est pas un inconnu. Universitaire, historien du XVIII^e siècle, nous lui devons quelques études particulièrement importantes sur la vie sociale et religieuse en France au siècle des Lumières ³⁸.

Les auditeurs qui assistèrent à la conférence que donna Jean de Viguerie dans le cadre du colloque de l'association 496 à l'occasion de la commémoration du XV^e centenaire du baptême de Clovis, conférence qui avait pour titre « Bref historique de l'idée de patrie et de patriotisme en France ³⁹ », furent nombreux à être impressionnés et enthousiasmés par la thèse esquissée par l'historien et à souhaiter que cette thèse soit développée dans des travaux futurs. Ce souhait est exaucé avec l'ouvrage publié aux éditions Dominique Martin Morin l'an passé. Cette thèse pour-

rait se résumer ainsi : le patriotisme contemporain n'a rien de commun avec le patriotisme traditionnel tel qu'il exista en France du XI^e au XVI^e siècles. Celui-ci, fait de gratitude et de piété, avait pour objet la France réelle, le pays de la naissance et de l'éducation, la France des vertus, être moral à qui l'on parlait comme à une personne, pour qui l'on priait, que l'on chantait. Celui-là a pour objet non pas un pays mais une idée, la Révolution. La France n'en est que le support et l'instrument. Il repose tout à la fois sur la revendication de droits supposés pour l'individu (les Droits de l'homme) et sur l'exigence du sacrifice de la vie humaine pour la défense de cette idéologie. La force des révolutionnaires est d'avoir réussi à faire croire aux Français que la patrie nouvelle, la patrie des Droits de l'homme, se confondait avec la patrie ancienne, la France des vertus, et à obtenir qu'ils sacrifient leur vie pour elle. Cette manipulation a culminé avec les guerres (guerres napoléoniennes, guerre de 1870 et surtout guerre de 1914). Elle a permis la contamination idéologique des milieux les plus hostiles à la Révolution (royalistes, catholiques, nationalistes). Elle a même opéré le tour de force d'obtenir le consentement des hommes de ces milieux à sacrifier leur vie pour défendre la cause qu'officiellement ils combattaient. Les ogres révolutionnaires peuvent donc se réjouir. Ils ne s'en privent d'ailleurs pas. Jean de Viguerie cite cette réflexion amère notée par le cardinal Baudrillard dans ses *Carnets*, à la date du 15 février 1915 : « A tout instant, on entend parler de "péril catholique". On se réjouit publiquement (et même chez Poincaré) de la mort de tant de braves catholiques assez naïfs pour se faire tuer. » Et l'auteur de rappeler cette phrase qui fut sans doute le slogan des laïcistes de cette époque : « La jeunesse

³⁷ — LESTOCQUOY Jean, *Histoire du patriotisme en France des origines à nos jours*, Paris, Éd. Albin Michel, 1968, 251 p.

³⁸ — Voir notamment DE VIGUERIE Jean, *Une œuvre d'éducation sous l'Ancien Régime : les pères de la Doctrine chrétienne en France et en Italie (1592-1792)*, Paris, Éd. Nouvelle Aurore, 1976 ; — *Christianisme et Révolution : Cinq leçons d'histoire de la Révolution française*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1986 ; — *Le Catholicisme des Lumières*, Paris, Éd. Robert Laffont, 1995.

³⁹ — Le texte remanié de cette conférence a été publié dans la revue *Certitudes* n° 22, p. 29-33.

catholique, nous l'enterrerons dans les tranchées. »

Cependant, le prodige révolutionnaire que l'on vient de décrire rapidement n'a été possible que dans la mesure où il était l'aboutissement d'un long processus idéologique. C'est ce processus que décrit l'ouvrage de Jean de Viguerie et que nous souhaitons analyser brièvement ici.

La France des vertus

Dans le premier chapitre, Jean de Viguerie s'attache à définir le patriotisme traditionnel, tel qu'il apparaît pendant le Moyen Âge. Les mots « patrie » et « patriotisme » ne sont d'ailleurs pas utilisés. Le premier entrera dans la langue française au XV^e siècle, le second beaucoup plus tard. Quant au terme latin « *patria* », s'il est d'usage courant, il a deux sens différents : celui de pays natal et de nation, et celui, d'emploi beaucoup plus fréquent en ces temps de chrétienté, de séjour céleste après la mort. Car le chrétien a deux patries : une patrie temporelle, qui est le pays natal, et une patrie spirituelle, le ciel, pour laquelle, de toute éternité, il a été créé. L'auteur rappelle opportunément que saint Thomas d'Aquin « se plaît à opposer le *status viae*, c'est-à-dire le séjour temporaire d'ici-bas, au *status patriæ* de l'éternité bienheureuse ⁴⁰ ». Cependant, le Docteur angélique développe une doctrine de la patrie terrestre, qui est « le lieu de la naissance et de l'éducation » et de laquelle tout homme est constitué débiteur au nom de la vertu de justice, dans la forme particulière qui se nomme piété : « ... De même qu'il appartient à la religion de rendre un culte à Dieu, de même, à un degré inférieur, il appartient à la piété de rendre un culte aux parents et à la patrie. »

La conception thomiste consiste donc à reconnaître le devoir de piété que

l'homme doit à la patrie, patrie dont il a reçu l'éducation et qui est définie comme « les concitoyens liés entre eux par l'amitié ». Mais ce devoir est mis à sa juste place : après le devoir de religion, qui est supérieur à tout autre parce qu'il a Dieu pour objet, après le devoir de piété envers les parents, parce que l'homme leur doit la vie ⁴¹. La forme du culte qui est dû à la patrie ne confond pas la patrie et le bien commun, qui est plus vaste qu'elle.

C'est un autre docteur dominicain, contemporain de saint Thomas, Vincent de Beauvais (1190-1264) qui développe pour la première fois semble-t-il la notion d'*amor patriæ*. Après avoir rappelé que l'amour de la patrie est une forme particulière de la piété, il en développe deux aspects en se fondant sur des citations d'auteurs latins pré-chrétiens : l'attrait de la patrie et l'idée de sacrifice pour elle. Cicéron et Horace sont tous deux convoqués pour convaincre qu'il est « doux et beau de mourir pour la patrie ». Une conception semblable se retrouve, présentée différemment, chez un autre contemporain de saint Thomas, Henri de Gand. Celui-ci parle moins de « *patria* » que de « *res publica* ». Cependant, Jean de Viguerie estime que la *chose publique* d'Henri de Gand, comme la *République* de Cicéron, sont synonymes de patrie. D'ailleurs Henri de Gand se réclame de la doctrine stoïcienne de l'utilité mutuelle des hommes en société, se référant explicitement à Cicéron. Il se réfère également à la doctrine du corps mystique exposée par saint Paul au chapitre 12 de la première épître aux Corinthiens, en la transposant dans l'ordre temporel : « Comme les membres sont dans le corps, ainsi sont les personnes privées dans la chose publique. » Mais il va plus loin que l'Apôtre lorsqu'il conclut : « ... Le membre doit exposer sa vie pour le corps. Et, de même, chaque personne pour la chose pu-

⁴⁰ — III, q. 7, a 10.

⁴¹ — Sur toute cette question voir II-II, q. 101, a 1.

blique. » Il explique également que refuser d'exposer sa vie pour la chose publique, c'est commettre un péché. Ainsi, insensiblement, la conception thomiste de la patrie, qui la situe incontestablement dans l'ordre du droit naturel, est battue en brèche par une autre conception, qui tend à l'englober dans le surnaturel, à la sacrifier. Mais, bien qu'elle se réfère beaucoup aux conceptions de l'antiquité romaine, cette patrie repose encore sur les notions chrétiennes de vertu et de charité.

Avec le développement de l'esprit laïc au XIV^e siècle (dont l'auteur ne souligne pas suffisamment, selon nous, l'importance), avec le développement concomitant d'un gallicanisme royal s'appuyant sur le droit romain à partir du règne de Philippe le Bel, avec enfin les effets de la guerre de Cent ans, l'exaltation de la patrie se fait plus pressante. Si l'attachement à la patrie traditionnelle subsiste, c'est essentiellement chez les poètes et les chevaliers : sainte Jeanne d'Arc, Christine de Pisan ou Charles d'Orléans se réfèrent à la même patrie que les auteurs des chansons de geste ou saint Thomas. C'est à la patrie des Romains que se réfèrent en revanche des auteurs comme Thomas Basin et Alain Chartier : patrie exigeante, demandant à être défendue par tous, et non plus seulement par les gens d'armes, fût-ce au péril de la vie, au détriment de la famille. Car la patrie devient la chose la plus importante après Dieu, et l'ordre de la piété exposé par saint Thomas se trouve bouleversé. Sur une telle conception, les rois de France sauront asseoir leur pouvoir et construire l'État moderne. Au XVI^e siècle, au moment où le mot « patrie » entre dans notre langue, il n'y a plus guère que les poètes de la Pléiade qui rendent hommage à la patrie traditionnelle, au « doux pays de France », dont ils louent les vertus de religion, de piété, de bonté, de magnanimité, de courage. C'est vers une

toute autre conception de la patrie que les philosophes et les politiques s'acheminent au même moment.

La patrie utilitaire

On pourra regretter que, dans le chapitre qu'il consacre à l'évolution de l'idée de patrie aux XVII^e et XVIII^e siècles, Jean de Viguerie ne s'attache pas plus précisément à cerner les causes et les influences qui expliquent cette évolution. Il n'est rien dit, ou presque, des théoriciens de l'absolutisme (Jean Bodin par exemple) ; non plus que de l'influence pourtant incontestable des pensées luthérienne, calviniste puis janséniste sur les conceptions politiques de l'époque, qui préparent la déflagration de 1789. Peu de chose encore sur le gallicanisme politique. Certes, l'auteur est un historien des faits et des institutions sociales, et non un historien des idées. Il nous semble cependant que quelques considérations sur ces sujets auraient contribué utilement à éclairer le lecteur sur des phénomènes qui sont ici plus décrits qu'expliqués.

Au cours du XVII^e siècle, l'auteur constate d'abord la disparition de l'être moral de la France au profit de la monarchie et de l'État. Deux conceptions de la patrie se confrontent : l'une, héritière de la pensée des légistes, est empreinte de romanité. Elle s'exprime de manière emblématique dans la tragédie de Corneille, *Horace*, dont Jean de Viguerie rappelle opportunément ces vers :

*Mourir pour la patrie est un si digne sort
Qu'on briguerait en foule une si belle mort.*

L'autre conception, épicurienne et naturaliste, est développée par le cénacle libertin. Si les noms cités ici nous sont aujourd'hui plus obscurs (La Mothe le Vayer, ancien précepteur du jeune Louis XIV, Saint-Évremond), l'influence qu'ils eurent à l'époque ne doit pas être sous-estimée.

Pour preuve, Jean de Viguerie cite un extrait de l'article « Patrie » du *Dictionnaire de la langue française* de Richelet (édition de 1681) dans laquelle sont passées en revue toutes les conceptions libertines. Elles peuvent se résumer ainsi : l'attachement au pays natal est un sentiment pauvre et vulgaire ; la patrie du sage, c'est, ou de n'en pas avoir, ou l'univers tout entier ; la patrie est partout où l'on est bien.

Cette conception des libertins est importante parce qu'elle est la première à ne plus identifier la patrie à une entité réelle (le pays de la naissance et de l'éducation, la terre des ancêtres) mais à des abstractions (l'univers, le plaisir ou l'utilité). La voie est ouverte aux révolutionnaires. L'auteur note d'ailleurs que cette conception induit également une inversion de la posture de l'homme face à la patrie. Dans le patriotisme traditionnel, l'homme est débiteur de la patrie dont il a reçu l'éducation. Dans le nouveau patriotisme, il devient créancier envers elle d'un droit à la jouissance. Il n'a de devoirs envers la patrie qu'aussi longtemps qu'elle sert son ambition ou sa fortune, qu'il s'y sent à son aise. L'individualisme est déjà là.

La pensée chrétienne elle-même commence à subir la contamination du cosmopolitisme ambiant, ainsi qu'en témoigne Fénelon écrivant, dans *Socrate et Alcibiade* : « Chacun doit infiniment plus au genre humain qui est la grande patrie, qu'à la patrie particulière dans laquelle il est né », conception bien éloignée de celle de saint Thomas d'Aquin.

La patrie philosophique

Au XVIII^e siècle, ceux qui se sont eux-mêmes fait appeler les « philosophes », au premier rang desquels se situe Montesquieu, vont entreprendre une étrange synthèse des conceptions romanistes, cosmopolites et utilitaristes de la patrie, pour

aboutir à une patrie « philosophique », à la fois utopique et matérialiste.

« ... Ce que j'appelle la vertu dans la république, est l'amour de la patrie, c'est-à-dire l'amour de l'égalité », prévient Montesquieu dans l'avertissement qui précède son œuvre majeure : *De l'esprit des lois*. C'est la clé de toute sa pensée et cette clé ouvre grande la porte à la patrie révolutionnaire. En effet, la patrie étant l'amour de l'égalité, la meilleure forme de régime politique est nécessairement la démocratie, puisqu'elle s'efforce de réaliser entre les membres de la nation un partage égal des biens. Donc, ainsi que le note Jean de Viguerie, pas de vraie patrie sans démocratie. Mais réciproquement, pas de vraie démocratie sans amour de la patrie, c'est-à-dire sans amour de l'égalité. Le sophisme est parfait. Cet amour de la patrie, précise Montesquieu, n'est ni « une vertu morale, ni une vertu chrétienne. C'est la vertu politique ⁴² ». En réalité, cette prétendue « vertu politique » n'est rien d'autre que le conditionnement idéologique indispensable pour assurer la pérennité de l'utopie démocratique. Montesquieu détourne la conception romaine de la patrie, qui s'attache à une terre, à un pays, au profit d'une abstraction utopique appelée l'égalité. C'est au nom de cette utopie que, pendant les deux siècles suivants, les régimes successifs ont appelé les Français par centaines de milliers à sacrifier leur vie.

A cette conception de la patrie, Voltaire se devait également d'apporter sa touche, ce qu'il fit principalement dans l'article « Patrie » de son *Dictionnaire philosophique*. « Qu'est-ce donc que la patrie ? Ne serait-ce pas par hasard un bon champ dont le propriétaire logé commodément dans une maison bien tenue, pourrait dire : ce champ que je cultive, cette maison que j'ai bâtie, sont à moi. » Autrement dit, il n'est de patrie que

⁴² — *De l'esprit des lois*, Avertissement.

pour les propriétaires. Car telle est la logique de la patrie matérialiste : les « prolétaires » pour reprendre la terminologie marxiste, les pauvres, les démunis, en sont exclus ⁴³.

La patrie sacrilège

La Révolution qui commence en 1789 va donner corps à ces conceptions en les appliquant jusque dans leurs plus ultimes conséquences. La patrie révolutionnaire, ce sont les Droits de l'homme et du citoyen. Cette patrie ne se confond pas avec la France qui en est le cadre temporaire. L'avenir de la patrie, c'est le genre humain tout entier. Cette patrie est d'autant plus faible qu'elle est une pure fabrication intellectuelle, qu'en réalité même, elle n'a pas d'existence. Elle nécessite d'autant plus d'être défendue. Il est donc nécessaire de la sacraliser. Le premier apport révolutionnaire à la patrie philosophique, c'est, en quelque sorte, une pseudo liturgie, tant il est vrai que le diable est le singe de Dieu. Dès 1789, on va donc ériger des autels de la patrie, des cérémonies patriotiques (dont la fête de la Fédération du 14 juillet 1790 reste le modèle emblématique). Cette patrie déifiée aura ses « Pères », comme l'Église eut les siens. Les Constituants joueront ce rôle.

Mais on n'érige pas des autels en vain : tout autel est érigé pour le sacrifice. Les sacrifices révolutionnaires sont de deux formes : non sanglants et sanglants. Le sacrifice non sanglant, c'est le serment que l'on prête à la patrie sur ses autels. Le sacrifice sanglant ne tardera pas à suivre. Il est

⁴³ — La place nous manque ici pour rendre compte de la pensée d'autres auteurs cités par Jean de Viguerie, et qui ne sont pas de moindre intérêt : celle du chancelier d'Aguesseau ou de Coyer par exemple. Le lecteur se reportera directement à l'ouvrage pour s'apercevoir que, dès la première moitié du XVIII^e siècle, les conceptions pré-révolutionnaires contaminaient la tête de l'État.

d'abord celui des ennemis que l'on doit sacrifier pour que la patrie survive. Ces ennemis sont nombreux : d'abord les prêtres catholiques insermentés, c'est-à-dire ceux qui ont refusé de prêter serment à la patrie et de se soumettre à la Constitution civile du clergé. Ils périront par centaines car la patrie révolutionnaire est anti-chrétienne. Ensuite, ce sont les contre-révolutionnaires de tous ordres, royalistes, chouans, vendéens, bientôt girondins, et le roi lui-même qui alimenteront pendant de longues années la guillotine et les pelotons d'exécution : la patrie révolutionnaire est terroriste. Enfin, ce sont les ennemis de l'extérieur, ces « peuples esclaves » qui menacent la liberté du peuple français. L'étranger est une menace et un ennemi qui doit être tué, car la patrie révolutionnaire est xénophobe.

Mais le sacrifice des ennemis n'est pas suffisant à cette patrie mortifère érigée sur la haine. Bientôt, elle dévorera ses propres enfants : la conscription générale, la levée en masse, les générations sacrifiées, tel est le tribut exigé par le nouveau Moloch. Insatiable, il ne cessera plus de réclamer son poids de chair humaine pendant les deux siècles qui suivront.

Cette patrie révolutionnaire eut son théoricien, nous n'osons dire son apôtre. Il se nomma Robespierre. Il opéra la synthèse doctrinale qui devait justifier tous les méfaits de la nouvelle patrie. Il lui revient le sinistre mérite d'avoir démontré que, pour survivre, la patrie des Droits de l'homme devait faire jouer deux ressorts : la vertu, c'est-à-dire l'amour de la patrie, qui implique l'instruction idéologique des masses, et la terreur, « sans laquelle la vertu est impuissante ». Il sera dévoré à son tour par cette patrie sacralisée mais qui ne fut que sacrilège.

La patrie déguisée

Le XIX^e siècle n'opère aucune rupture avec la patrie révolutionnaire. Il va voir s'opérer le ralliement progressif de ceux qui s'y étaient jusqu'alors opposés. Pour cela, il faut en finir avec la terreur, avec les grandes boucheries révolutionnaires. Les braves gens aiment l'ordre et la paix civile. Il faut aussi habiller la patrie révolutionnaire des oripeaux de la France traditionnelle. Il faut enfin rétablir la paix religieuse dans un pays qui est resté très imprégné de catholicisme.

Bien qu'il poursuive à l'extérieur une guerre de nature révolutionnaire, Napoléon I^{er} s'efforcera de réaliser à l'intérieur des frontières de l'Empire le programme ainsi défini : exaltation de la France, pacification intérieure, politique concordataire sont les principales pièces du dispositif destiné à rallier au nouveau régime le plus grand nombre de suffrages. L'épopée de la Grande Armée et les milliers de litres du sang français versés sur les champs de bataille d'Europe fécondent le nationalisme moderne : la mémoire des morts qui ont sacrifié leur vie, de force plus souvent que de gré – mais la propagande officielle se garde bien de le rappeler –, fonctionne comme un piège dans lequel tombera plus d'un catholique. Au nom de la vertu de piété, ces morts sont honorés et l'honneur s'étend à la cause qu'ils ont servie. Peu importe que cette cause fût mauvaise et injuste : ils sont morts pour la France. En réalité, ils sont morts pour la Révolution et ses Droits de l'homme, mais la distinction devient beaucoup trop subtile pour la plupart des esprits.

Que les épisodes successifs de la Restauration, de la Monarchie de Juillet et du Second Empire n'apportent aucune rupture avec la conception révolutionnaire de la patrie, c'est une affaire entendue et nous ne saurions contester sur ce point la dé-

monstration de Jean de Viguerie. En revanche, nous ne suivons pas l'auteur dans la démarche selon laquelle la pensée contre-révolutionnaire elle-même, faute d'avoir compris la vraie nature de la révolution, serait tombée dans le piège de la « patrie mixte », préparant ainsi les esprits catholiques aux ralliements futurs. Mettre sur le même plan ainsi qu'il le fait, Louis de Bonald, Montalembert, Lamennais et Lamartine, c'est confondre la pensée authentiquement traditionnelle du premier avec la pensée libérale des suivants. Il ne fait pas de doute que de nombreux catholiques libéraux, faute d'avoir compris la vraie nature de la Révolution, se soient ralliés à une conception révolutionnaire de la patrie dès la première moitié du XIX^e siècle. Il n'en demeure pas moins qu'une résistance catholique continue de s'exprimer, et continuera de le faire jusqu'à la fin du siècle. Il est dommage que cette résistance-là ne soit pas analysée, et que ne soient pas citées les grandes figures ecclésiastiques de cette résistance : Mgr de Ségur, le cardinal Pie, Mgr Freppel au début de la III^e République, et bien d'autres. Il en va de même de la résistance royaliste. A cet égard, l'affaire dite « du drapeau blanc », dont Jean de Viguerie ne dit rien, nous paraît cependant très explicite. Le comte de Chambord, en refusant une restauration de la monarchie sous les plis du drapeau tricolore, ne faisait-il pas preuve de la plus grande lucidité contre-révolutionnaire ? Pouvait-il manifester plus clairement son refus du piège de la « patrie mixte » ?

Vers l'union sacrée

Le grand carnage de la Première Guerre mondiale trouve son origine dans la défaite de 1870 et dans l'idéologie de la « revanche » qui va réunir progressivement dans le même camp des républicains

conservateurs et radicaux, des nationalistes républicains, des royalistes maurrassiens.

Dans le patriotisme des républicains, Jean de Viguerie retrouve les trois caractéristiques fondamentales du patriotisme révolutionnaire : *l'anticléricalisme*, qui s'exprime dans le *laïcisme* et conduit à la séparation de l'Église et de l'État ; le *racisme*, qui inspire la politique coloniale de la III^e République, menée au nom « du droit des races supérieures sur les races inférieures » ; l'attachement à la conscription, à la notion de « soldat citoyen » et de « nation armée », par égalitarisme et par défiance des soldats professionnels.

Chez les nationalistes français, Déroulède, Barrès, et bientôt Maurras, la conception de la patrie est essentiellement matérielle (la terre) et biologique (la race). Toutefois, certains auteurs retrouvent le chemin de la patrie traditionnelle. Ainsi, Fustel de Coulanges, lorsqu'il écrit qu'on aime la patrie « pour l'éducation qu'on a reçue d'elle, pour les beaux exemples que l'on y trouve, pour les vertus qu'elle enseigne ». Cependant, quel contenu met-il derrière ces mots ? De quelle éducation s'agit-il ? Quels exemples ? Quelles vertus ? L'ambiguïté reste entière. Certes, Maurras associe le salut de la patrie au principe monarchique. Il s'oppose au principe révolutionnaire, à la patrie des Droits de l'homme, alors que pour les nationalistes républicains comme Déroulède, la Révolution et les Droits de l'homme font partie intégrante de la tradition française.

Cependant, Jean de Viguerie discerne avec beaucoup de lucidité les limites de la pensée maurrassienne et montre en quoi cette pensée ne s'oppose pas fondamentalement au principe révolutionnaire. Maurras n'a pas pris la vraie mesure de ce principe. Il considère la démocratie et les Droits de l'homme comme des « erreurs politiques », alors que ce sont fondamentalement des utopies, des mythes politiques.

Il faut alors admettre que c'est le positivisme foncier de Maurras qui est à la source de cette mauvaise analyse. Même si sa pensée n'est pas aussi déterministe et matérialiste que celle d'un Barrès, elle est fortement imprégnée de ces philosophies comme le démontre abondamment l'auteur. Et ceci le conduit aux plus graves méprises, comme celle qui consiste à croire au patriotisme sincère des hommes de la Révolution ou à ceux de la III^e République, et à écrire en 1916 : « Nous vénérons le comité de Salut Public », au prétexte que ce comité sut organiser la défense nationale contre les ennemis de l'extérieur. On comprend, dans ces conditions, que l'Action Française ait succombé au piège de l'Union Sacrée.

La tension internationale allant croissant dans la première décennie du XX^e siècle, nombreux sont les contre-révolutionnaires et les catholiques qui cèdent au chant des sirènes révolutionnaires et au culte idolâtre de la patrie. La forte lucidité d'un Léon Bloy, fait, dans ces années, figure d'exception.

La patrie révolutionnaire est internationale

Nous avons souligné dès l'introduction que la Première Guerre mondiale avait marqué le point culminant de la manipulation des esprits quant à la nature de la patrie qu'il s'agissait de défendre. Ce qui fut présenté aux Français comme la guerre du droit, comme la juste revanche de 1870, était en réalité un nouvel épisode de la guerre idéologique menée par la Révolution contre les régimes monarchiques européens. Le résultat le plus évident du conflit fut le démantèlement de l'Empire austro-hongrois, de l'État allemand et la révolution soviétique dans l'Empire russe.

Dès lors que la Révolution s'exporte au dehors des frontières nationales, elle va

pouvoir changer de stratégie et dévoiler progressivement son vrai visage. Elle délaïsse le terrain du patriotisme et de la nation, sauf lorsque sa survie est menacée par une idéologie hostile. Lorsque cette menace vient de l'intérieur, elle se contente d'une posture de « vigilance républicaine ». Lorsqu'elle est externe au contraire, elle reprend la rhétorique de la patrie en danger et de la défense nationale. Toutefois, l'essentiel du discours des hommes de la Révolution, qu'ils soient libéraux ou marxistes, tient dans un internationalisme de plus en plus évident. Le siège de la patrie des Droits de l'homme est de moins en moins la France, de plus en plus la Société des Nations, puis l'Organisation des Nations Unies. Une étape importante de cette évolution est atteinte avec la Déclaration universelle des Droits de l'homme. Avec l'ONU, la Révolution se dote des structures et de l'arsenal pseudo-juridique qui lui sont nécessaires pour imposer progressivement un nouvel ordre mondial. Le nationalisme, quelles qu'en soient la forme et la nature, devient le principal adversaire à éliminer. La Seconde Guerre mondiale facilitera grandement le travail de dénigrement des notions de patrie et de nation.

Dans l'immédiat après-guerre, la Révolution s'attache à la destruction des empires coloniaux encore existants. L'ONU naissante sera l'une des officines privilégiées de cette entreprise. Il n'est que de se pencher sur l'actualité internationale la plus brûlante pour voir le rôle joué par les organisations intergouvernementales dans les progrès du mondialisme. Dans le même temps, les élites socialistes et libérales françaises, jugeant sans doute le fruit suffisamment mûr, baissent progressivement le pavillon de la souveraineté nationale devant une Europe technocratique et américanisée et dissolvent l'identité française dans le multiculturalisme. L'actuel chef de l'État

lui-même jette le masque lorsque, peu après son élection, il décide d'accorder le statut d'anciens combattants aux volontaires français ayant servi dans les Brigades internationales lors de la guerre civile espagnole. Pouvait-on signifier avec plus d'éclat et plus d'impudicité une réalité que l'on avait tenté de dissimuler depuis 1789 ? La patrie de ces hommes-là n'a jamais été la France, mais bien toujours le Révolution.

Redécouverte tardive de la France des vertus

On sait que la droite intellectuelle et les mouvements d'anciens combattants influencèrent profondément l'entre-deux-guerres. Les séquelles de la guerre donnent à réfléchir, à gauche comme à droite. Cependant, le patriotisme révolutionnaire, qui est à l'origine du conflit, ne fait l'objet d'aucune condamnation. Si la gauche pacifiste dénonce la guerre, elle continue d'adhérer à l'idéologie qui en est la source. Quant à la droite, elle se rassemble dans le culte des morts pour la patrie. Cependant, comme l'observe Jean de Viguerie, avec le début de la réhabilitation historique du Moyen Age, certains redécouvrent la France des vertus, l'amour d'un pays qui ne doit rien à la Révolution et aux Droits de l'homme. Ainsi en fut-il du mouvement scout naissant, et de son aspiration à former une nouvelle chevalerie. Parmi les écrivains, Georges Bernanos est sans doute celui qui incarne le mieux cet amour de l'ancienne France. Il y a certes beaucoup de nostalgie dans ce nouvel attachement. Mais comment pourrait-il en être autrement ? La Révolution a fait son œuvre et l'ancienne France n'existe plus. Le drame des contre-révolutionnaires du XX^e siècle réside sans doute dans le fait que le tissu social nécessaire à une restauration des valeurs traditionnelles est largement défilé. La tentative opérée par le régime de

Vichy intervient dans les pires circonstances et est de trop courte durée. Ce qu'il reste de forces vives à la contre-révolution sera laminé par les procès de l'épuration puis les événements tragiques de la décolonisation.

Les vertus de l'ancienne France sont les vertus chrétiennes. Or, la France se déchristianise et l'Église de France, elle-même rongée par le libéralisme, est impuissante à enrayer le mouvement. Le laïcisme et le naturalisme triomphent, y compris chez la majorité des catholiques. Le patriotisme révolutionnaire entame ce qui ne sera sans doute pas sa dernière mutation : il devient « humanitaire ». Tout semble perdu. Et de fait, dans un épilogue sombre mais poignant, Jean de Vignerie prononce le constat de décès de la France. La France n'existe plus, ni comme patrie, car « il n'est pas de patrie sans communication entre des hommes vivants », ni comme nation, car elle n'est plus ni indépendante, ni souveraine. La France n'existe plus comme État, et cet État omnipotent est en train de finir de détruire le peu de vie qui demeure dans le corps social.

Ce constat ne peut que susciter de la tristesse. Il ne saurait engendrer du désespoir. Citons une dernière fois notre auteur : « La patrie n'est pas Dieu. La patrie n'est pas l'Église. Il n'a jamais été promis à la France que les portes de l'enfer ne prévaudraient pas contre elle. » Nous ajouterons simplement ceci : si Dieu a voulu nous imposer cette épreuve de vivre dans notre patrie terrestre comme en exil, c'est sans doute pour nous rappeler que tout séjour terrestre est un exil et que la véritable patrie du chrétien est dans les cieux ; pour nous rappeler aussi que vivre en chrétienté est une grâce qui se mérite, et que nous ne la mériterons qu'en redevenant pleinement chrétiens. La France morte peut ressusciter, car tout est possible à Dieu. Si cette résurrection se produit un jour, ce sera un don

gratuit de la divine majesté. Mais notre devoir est de faire tout notre possible pour hâter la mansuétude divine.

Joël Daire

*
* *

Deuxième lecture

La recension fouillée qu'on vient de lire montre la valeur et l'intérêt de « l'essai historique sur l'idée de patrie en France » intitulé *Les Deux patries*. Jean de Vignerie, dans ce grand livre, ne se contente pas de dénoncer la conjuration révolutionnaire contre la patrie traditionnelle, il examine soigneusement la stratégie et la tactique de la subversion au fil des siècles. De telles études nous aident à comprendre comment et à quel point l'idéologie révolutionnaire sait récupérer et manipuler les idées, les entreprises et jusqu'aux meilleures intentions des chrétiens avec une efficacité redoutable. Il en résulte un tableau du passé qui n'est plus tout à fait celui de l'historiographie bien-pensante.

Nous devons en prendre conscience et, sans nostalgie ni sentimentalisme, nous efforcer de démêler ainsi la vraie ligne chrétienne des siècles passés pour former les esprits qui devront reconstruire le monde de demain. L'admiration du passé est un noble sentiment, mais nous ne devons pas admirer sans discernement n'importe quel passé, fût-il chrétien de nom ou d'apparence. Il faut savoir que, depuis le XIV^e siècle surtout, des idées faussées ont peu à peu grignoté et énervé la pensée et la société chrétiennes jusqu'à provoquer leur écroulement. Un des avantages, si l'on peut dire, de l'actuel raz de marée qui a

renversé le vieux monde chrétien, c'est qu'il nous oblige à revenir à des principes solides, purifiés de toute compromission avec les germes de la dégénérescence intellectuelle ou morale. A cet égard, le livre de Jean de Viguerie « remet les pendules à l'heure » et nous montre qu'on ne rebâtit pas un monde chrétien en se contentant de gémir ou de simplement ressasser entre nous le mot de Péguy : « Il faut que France, il faut que chrétienté continuent... » Il faut d'abord que les Français et les catholiques, même traditionalistes, y voient clair !

C'est à cette tâche ardue, ingrate, mais absolument nécessaire, de la formation profonde et patiente des esprits selon les principes immuables de la philosophie et de la théologie pérennes de l'Église que nous nous sommes attachés en lançant *Le Sel de la terre*. Cette œuvre d'étude et de formation doctrinale et historique est capitale aujourd'hui ; dans son domaine, le travail de M. de Viguerie le montre éloquentement et même pathétiquement, car l'auteur paraît parfois comme accablé par la vérité que ses recherches lui font découvrir. Au reste, nos ennemis, ceux qui travaillent depuis des siècles à renverser l'ordre chrétien, savent, eux, et souvent mieux que nous, le prix de l'étude et qu'aucune action durable ne saurait être envisagée sans reposer sur une pensée forte et clairvoyante.

Cela dit, il manque au livre de Jean de Viguerie un rayon de lumière et un certain souffle surnaturels. Son analyse s'achève sur un constat très sombre et quelque peu amer. La France est morte, dit-il en substance, il est trop tard, on ne peut plus rien pour elle.

Si, par ce pessimisme, il veut nous préserver des illusions d'un faux salut, celui que recherchent, par exemple, l'activisme des nationalistes païens ou la démocratie libérale des conservateurs, nous ne

pouvons que souscrire. De même s'il veut nous dire, comme le comprend Claude Mouton dans sa recension parue dans *Lecture et Tradition* (n° 264, février 1999, page 8) :

Méfiez-vous des amalgames politiques, de la confusion, des voies de garage possibles, de "l'Union Sacrée" prônée par vos maîtres à penser. Soyez lucides. Ne sacrifiez pas vos vies et vos âmes aux droits de l'homme. Vous avez un autre combat à mener. Toujours plus conforme aux droits de Dieu. Désormais, il vous est permis d'y voir plus clair. Dans la dernière ligne droite, ne vous laissez plus voler vos victoires !

Claude Mouton précise toutefois : « Il ne nous le dit pas tout à fait comme ça, puisque nous sommes morts, non plus pour la France, mais avec la France. Cependant, c'est comme ça que nous recevons – cinq sur cinq – la leçon. »

Humainement parlant, il y a lieu d'être aujourd'hui effectivement désespéré, et d'autant plus qu'on voit la profondeur du mal – ce qui est assurément le cas de Jean de Viguerie. Mais il n'en est plus de même dès lors qu'on s'élève au plan surnaturel. Un tel point de vue n'est pas celui de l'historien, objectera-t-on. On a tort ; car l'historien chrétien ne saurait oublier que Notre-Seigneur est au centre de l'histoire et que c'est de lui qu'elle reçoit son sens et sa direction ⁴⁴. Nous vivons actuellement, en plus grave, ce qu'ont vécu les gallo-romains chrétiens au temps de la chute de l'empire d'Occident, sombrant sous les coups répétés des barbares : la fin d'un monde. Mais l'histoire postérieure a montré que le sac de Rome et l'écroulement de l'empire faisaient partie du plan de Dieu : « Si le grain de blé ne meurt, il ne produira pas de fruit... »

C'est pourquoi M. Mouton a raison de déplorer que les promesses du Sacré-

⁴⁴ — Voir Dom GUERANGER, « Le sens chrétien de l'histoire », publié dans *Le Sel de la terre* 22, p. 176.

Cœur soient absentes de l'essai de M. de Viguerie, et il rappelle à juste titre ce mot de Notre-Seigneur : « Je régnerai malgré mes ennemis ». Nous pourrions ajouter qu'il en va de même des innombrables interventions et promesses de Notre-Dame en faveur de la France.

On peut encore regretter, à propos des combats de la Grande Guerre, que l'auteur, sans doute par souci d'étayer sa démonstration, n'ait pas fait certaines distinctions qui semblent pourtant s'imposer. Ainsi, au risque de heurter injustement les anciens combattants, laisse-t-il entendre que nos soldats sont en quelque sorte morts pour rien. Mais, « même s'ils ont servi de chair à canon dans une guerre qui n'était pas la leur (mais devaient-ils s'abandonner et abandonner leurs femmes et leurs enfants aux mains d'adversaires tout aussi manipulés qu'eux, soit dit en passant ?), même si leur sacrifice n'a pas débouché sur un retour à l'idée de patrie de l'ancienne France, mais au contraire a apparemment servi à renforcer l'empire de l'utopie révolutionnaire sur la société, ce sacrifice n'a-t-il pas été pris en compte par la Providence ? » (Claude Mouton, *ibid.*)

Car il est certain – le reconnaître n'est pas tomber dans un patriotisme purement sentimental et cocardier –, que l'héroïsme, la foi, la prière et la dévotion de nombreux soldats de la Grande Guerre, faisant chrétiennement leur devoir, ont produits de magnifiques fruits de sainteté et de grâce dont les âmes et la France ont largement profité. Dieu est si puissant et miséricordieux qu'il tire le bien du mal, et parfois, il ne permet l'échec ou la défaite, ou des victoires empoisonnées, ou même la « manipulation » de ses fidèles, que parce que, dans son plan de salut, ces choses sont génératrices de biens meilleurs. Cela ne dispense pas, spécialement les élites, de l'effort d'intelligence et de discernement,

ni du combat pour dérouter les pièges de l'ennemi et implanter le règne social de Notre-Seigneur, mais c'est un point qu'il convient de souligner.

De même, pour comprendre les vicissitudes de l'histoire, il importe de se souvenir que le péché est la vraie cause du mal, et la rédemption par la croix le vrai remède. C'est une vérité qui vaut pour les individus mais aussi pour les nations et les États. L'histoire sainte du peuple élu de l'ancien Testament est pleine d'instruction à cet égard : elle contient davantage d'échecs, d'épreuves et de revers que de triomphes. Le peuple élu ne fut jamais qu'un petit peuple et le grand mal qu'il lui fallût surtout craindre, aux dires de ses prophètes, fût le péché de ses enfants et de ses chefs plus que ses ennemis. Cette patrie des Hébreux eut ses heures de gloire, au temps de David et de Salomon. Mais elle connut aussi l'exode, le schisme des dix tribus et l'exil. Et c'est au plus fort de son humiliation, quand le sceptre avait échappé définitivement aux fils de Juda, au temps de l'odieuse occupation romaine, que s'accomplit le grand événement pour lequel Dieu la préparait depuis des siècles. Et si, devenue la patrie terrestre de Notre-Seigneur, elle fut finalement dispersée et comme anéantie, c'est à cause de son infidélité à reconnaître son divin Sauveur.

Assurément, Dieu n'a pas promis à la France apostate un messie temporel. Ne rêvons pas d'un sauveur miraculeux qui nous viendrait du ciel sans que nous n'ayons rien à faire, comme s'il nous était dû, parce que nous sommes Français ! Pour être sauvés, comme pour l'ancien Israël, il nous faut revenir à Dieu : « *Jerusalem, Jerusalem, convertere ad Dominum Deum tuum !* »

C'est pourquoi, la conclusion qui nous semble s'imposer à la lecture du livre de M. de Viguerie est d'abord celle-ci : ce dont nous avons le plus urgent besoin, c'est de

nous convertir. Les maux de notre temps et la victoire des méchants, la grande pitié de la patrie malade sont une leçon, un châtiement et une occasion d'expiation.

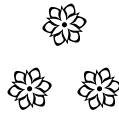
Nous ne sommes pas dispensés pour autant du combat politique, social, économique, militaire, etc. (Encore que, à ce point de vue, la conclusion de Jean de Viguierie montre que les possibilités de renaissance sont aujourd'hui bien limitées et dérisoires, par permission divine...) Mais il faut nous souvenir que si Dieu donne la victoire aux hommes d'armes qui bataillent, il ne la donne qu'à la condition que ceux-ci lui soient fidèles – c'est la première bataille à mener –, et il peut bien les éprouver pour qu'ils le deviennent davantage et comprennent qu'ils ne peuvent, au

fond, rien faire sans lui. En sommes-nous vraiment persuadés ?

Alors, faut-il désespérer ? Même si le péché et l'état de notre pays nous font mal et nous attristent, notre espérance chrétienne, quant à elle, est entière : « Je régnerai malgré mes ennemis ! » — « Alors, Seigneur, *que votre règne arrive*, sur la terre comme au ciel, en attendant que nous parvenions à la vraie patrie céleste ! »

Fr. E.-M.

Jean DE VIGUERIE, *Les Deux patries – Essai historique sur l'idée de patrie en France*, Éd. Dominique Martin Morin, 1998, 22,5 x 15, 280 p.



LE SEL DE LA TERRE

Donner le goût de la sagesse chrétienne

*Revue trimestrielle
de formation catholique*



Maintenir et conserver la saveur du sel de la doctrine quand tout autour devient insipide par la suite de l'abandon de Dieu, c'est le défi que la revue s'impose par son nom même. Le *Sel de la terre* vous offre tous les trois mois des articles simples, diversifiés, adaptés et d'une sûreté doctrinale éprouvée afin de nourrir votre vie spirituelle.

- **Simple**, le *Sel de la terre* ne requiert de ses lecteurs **aucun niveau spécial de connaissance** ; il s'adresse à tout catholique qui veut approfondir sa foi.
- **Diversifié**, le *Sel de la terre* propose à tous une **formation catholique vraiment complète** : études doctrinales et apologétiques, spiritualité et Écriture sainte, histoire et arts de la civilisation chrétienne viennent tour à tour nourrir votre intelligence.
- **Adapté**, le *Sel de la terre* présente les vérités religieuses **les plus utiles** à notre temps et dénonce les erreurs qui menacent aujourd'hui les intelligences.
- **Traditionnel**, le *Sel de la terre* est publié sous la responsabilité d'une communauté dominicaine qui se place **sous le patronage de saint Thomas d'Aquin**, pour la sûreté de la doctrine et la clarté de l'expression.

Cet article vous a plu ?

Vous pouvez :

[Vous
abonner](#)

[Découvrir
notre site](#)

[Faire
un don](#)

Trouvez plus de 1000 articles en accès libre !